

Questions au vice-président du FPR

Jean Chatain

L'Humanité, 10 mai 1994, page 13

De notre envoyé spécial.

PATRICK MAZIMPAKA est vice-président du FPR. J'ai pu le rencontrer brièvement dans les locaux de la préfecture de Kubungu, transformés en base du Front patriotique. Je l'interroge sur le projet de force d'intervention récemment formulé par, notamment, Boutros Boutros-Ghali.

« C'est trop tard, répond-il. Une présence militaire, telle que c'est envisagée par le secrétaire général, nous n'en voyons pas l'opportunité. Si les Nations unies étaient intervenues début avril, beaucoup de vies auraient été sauvées. L'ONU ne l'a pas fait, alors ce projet de force d'intervention cache quelque chose. » « En revanche, si l'ONU envisage une mission huma-

nitaire santé, protection-, alors là, oui, nous acceptons volontiers. »

Question sur le refus du Conseil de sécurité d'utiliser le terme « génocide » pour qualifier les massacres au Rwanda. « Ici, c'est bel et bien un génocide qui est en cours. Dans cette lâcheté du Conseil de sécurité, je vois la main de la France. Pour notre part, nous avons demandé au Conseil de sécurité de suspendre la représentation du Rwanda en son sein. En vain. Il va de soi que nous ne nous sentons nullement engagés par les positions prises au Conseil de sécurité par le gouvernement intérimaire rwandais, cette équipe d'assassins qui s'est auto-proclamée. » au Rwanda.

J. C.